

Gers. Département, Région et Présidentielle : les enjeux pour la droite analysés par Gérard Dubrac

Le secrétaire départemental du parti Les Républicains (LR) analyse les enjeux en présence pour la droite dans le Gers.



Gers. Département, Région et Présidentielle : les enjeux pour la droite analysés par Gérard Dubrac

Gérard Dubrac est conseiller régional, **ancien maire de Condom** et **ancien député du Gers**. Il analyse pour **Le journal du Gers** les récents bouleversements locaux, avec le départ du président du conseil départemental Philippe Martin, dénonce un manque de démocratie au conseil régional et commente une campagne présidentielle à haut risque pour le parti **Les Républicains**.

Pas assez de leadership au Conseil départemental

"Le président Martin avait une forte notoriété, cela a posé des difficultés pour l'opposition dans le précédent mandat" indique d'emblée Gérard Dubrac.

Il ajoute que son parti s'est retrouvé piégé par Philippe Martin en acceptant la présidence de la commission des finances. La droite n'a pas su trouver ses marques entre la mission de collaboration qui lui était confiée et la nécessaire opposition à mener dans l'intérêt des Gersois.

Statut quo lors des dernières élections départementales

Ce manque de leadership a conduit la droite à ne pas gagner d'autres cantons aux élections départementales de juin 2021.

Michel Dubrac déplore aussi que Philippe Martin, qui connaissait déjà ses ennuis judiciaires, se soit représenté. "Cela aurait modifié le rapport de force s'il avait jeté l'éponge plus tôt" regrette-t-il.

Malgré tout, la droite est parvenue à maintenir sa présence à l'identique avec **12 sièges sur les 34 que compte l'assemblée départementale** (29 % des sièges).

Philippe Dupouy, une candidature d'apaisement

Suite à la démission de Philippe Martin, pour mise en cause par le parquet national financier, Philippe Dupouy, conseiller départemental du canton Gimone Arrats, a été élu mardi 25 janvier 2022, président du Gers.

Philippe Dupouy n'est pas un apparatchik du parti socialiste. C'est une candidature d'apaisement, je pense que cela a évité une crise dans le département. Il sera certainement plus facile à la droite de s'affirmer maintenant que la page de l'hyperprésidence de Philippe Martin est tournée.

Gérard Dubrac - Secrétaire départemental LR et conseiller régional

Le secrétaire départemental ajoute que si Philippe Dupouy a fait consensus pour succéder à Philippe Martin, il va lui falloir trouver ses marques. Après le style Martin, hyper communicant et omniprésent, cela n'est pas forcément facile.

A la région, une démocratie au rabais

Gérard Dubrac indique que la majorité de Carole Delga est plus resserrée que lors du précédent mandat. Il n'y a plus les Verts, ni les Insoumis. "Delga s'en est séparée entre les tours. Elle n'en avait pas besoin pour gagner".

La présidente dispose donc d'une **majorité plus cohérente et plus forte mais aussi plus arrogante**, analyse le Gersois.

Avec l'absence des écologistes et des Insoumis, on passe moins de temps à débattre. Par ailleurs 80 % des décisions ne passent plus par l'assemblée plénière et sont adoptés en commission permanente. Cela pose de vrais problèmes de démocratie, car nous ne pouvons plus discuter l'ensemble des décisions. Je souhaite que les assemblées plénières durent trois jours et qu'on y débattre le plus de sujets possible, aujourd'hui elles sont expédiées en à peine une demi-journée.

Gérard Dubrac - Secrétaire départemental LR et conseiller régional

<https://www.lejournaldugers.fr/article/55511-gers-departement-region-et-presidentielle-les-enjeux-pour-la-droite-analyses-par-gerard-dubrac>

Le conseiller régional se félicite par ailleurs de leur nouveau président de groupe **Aurelien Pradié**, "un opposant d'envergure, à la notoriété nationale, très dynamique. Bien que nous soyons passés de 26 à 21 sièges sur 158, notre opposition s'en trouve renforcée".

La présidentielle, plus incertaine que jamais

Concernant la présidentielle, "les candidats de droite dure, le terme extrême est contestable, sont très présents pour ce scrutin", pointe du doigt le Gersois. Avec Le Pen, Zemmour et Dupont-Aignan l'électorat atteint près de 35 % selon les derniers sondages.

Il faut un projet clair sinon le parti va se fracturer. Il faut prendre en compte toutes les préoccupations des Français y compris les sujets d'immigration et de sécurité. Si nous ne sommes pas présents au second tour ce sera la fin du parti LR, qui risque de ne plus survivre.

Gérard Dubrac - Secrétaire départemental LR et conseiller régional

"Les candidats qui représentent plus de 10 % dans les sondages doivent pouvoir concourir"

"Au delà de 10 % dans les sondages, il est nécessaire que l'on puisse concourir à la présidentielle" indique le Gersois. Celui-ci rejoint la ligne de Gérard Larcher, président du Sénat ou de David Lisnard président de l'Association des maires de France. Gérard Dubrac a déjà donné sa signature à Valérie Pécresse, mais indique que s'il avait eu connaissance de cette situation plus tôt, il aurait parrainé un des candidats en difficulté. "Derrière, c'est la légitimité du Président élu qui est en jeu, si tous les préalables démocratiques ne sont pas remplis".

Douglas le chien, et les soupçons de fraude à la primaire

A propos de l'organisation de la primaire LR, critiquée par certains, qui dénoncent le vote de morts et même d'un chien : "Cet article de Libération est un tissu de mensonges", selon le Gersois qui indique que le parti a pris toutes les précautions nécessaires pour sécuriser le scrutin. "La concurrence entre les prétendants était tellement féroce que vous vous doutez bien que toutes les précautions ont été prises", ajoute t-il.

Pour pouvoir voter, il fallait avoir une adresse postale, une adresse mail et un téléphone portable. Les numéros de téléphone devaient être uniques, un code a été envoyé par courrier postal pour pouvoir accéder à la plateforme de vote. Et ensuite au moment de voter, il fallait confirmer son identité par un deuxième code reçu sur son téléphone, comme pour les paiements par CB. Nous avons refusé 6 000 personnes car le numéro de téléphone était déjà utilisé. C'était par exemple le cas des personnes âgées n'ayant pas de téléphone portable et qui souhaitaient voter avec celui de leur descendant. Ils n'ont tout simplement pas pu voter. C'est vous dire la sévérité du contrôle.

Gérard Dubrac - Secrétaire départemental LR et conseiller régional

Si **Valérie Pécresse** a connu une très forte dynamique, à l'issue de la primaire, sa situation est désormais fragilisée. Elle est donnée en quatrième position, à 12 %, par certains instituts de sondages.